

LE COURRIER

22 octobre 2021

Une enquête des *Dominicans for Justice and Peace* a rassemblé des preuves contre la compagnie sucrière dominicaine *Central Romana* qui figure dans les *Pandora Papers*

Une ONG confessionnelle à la rescousse des journalistes

MYRIAM BETTEN

Pandora Papers

Début octobre 2021, le *Consortium international des journalistes d'investigation* (ICIJ) publie une vaste enquête collaborative mettant en cause des personnalités politiques, religieuses, du show-business ou encore des monarques. Une fuite de plus de 11 millions de documents, connus sous le nom de *Pandora Papers*, auquel l'ICIJ a eu accès. Ils font état de fraude et d'évasion fiscale à très large échelle. Alors que pendant des décennies, le gouvernement étasunien a condamné les principaux paradis fiscaux offshore, l'industrie étasunienne des *fiducies* est en train de devenir le lieu privilégié où certaines grosses fortunes déposent de l'argent, parfois lié à la criminalité et à des violations des droits de l'homme. Ces *fiducies* ou *trust companies* assurent qu'elles ont le devoir, en regard de la loi, de mettre tout en œuvre pour garantir que les fonds de leurs clients ne proviennent pas de sources criminelles.

Même si les *Pandora Papers* ne prouvent pas que ces capitaux étrangers sont issus du crime, certaines critiques avancent que nombre de législatures d'Etat à la recherche d'une impulsion économique ont rendu le système opaque et difficile à surveiller. Des preuves manquent donc à l'ICIJ pour démontrer la provenance frauduleuse ou malhonnêtement acquise des fonds révélés par les *Pandora Papers*.

Dans ce contexte, les *Dominicans for Justice and Peace* sont venus à la rescousse des journalistes sur un dossier particulier. La délégation des dominicaines et dominicains, qui défend les droits de la personne auprès des Nations unies et s'engage dans la recherche de résolutions pacifiques des conflits, leur a fourni la confirmation des exactions commises par la société *Central Romana*, le plus grand producteur de sucre de République dominicaine. D'autres ONG ont démontré que *Central Romana* avait procédé à des «achats» d'immigrants haïtiens pour travailler dans les plantations, recouru à de la main d'œuvre mineure et à des expulsions forcées. En 2016, l'entreprise a notamment envoyé des bulldozers et des gardes armés pour évacuer soixante familles de leurs maisons afin de planter de la canne à sucre sur ces terrains. Ce sont ces dernières violences que l'organisation dominicaine a contribué à prouver.

Un procès médiatisé

C'est un procès intenté en Floride qui a mis l'ICIJ sur la piste de *Dominicans for Justice and Peace*. En janvier 2020, les victimes de ces évictions forcées ont lancé une procédure judiciaire à l'encontre de *Central Romana*, l'actionnaire principal de la compagnie sucrière se trouvant dans l'Etat étasunien. Les juges ont récemment rejeté l'affaire, estimant que les plaignants n'avaient pas suffisamment démontré le lien entre les deux entités. Les familles ont fait appel de cette décision.

Dans le sillage de la plainte, l'ICIJ a commencé à enquêter sur ces évictions forcées et sur *Central Romana*, dont le nom apparaît dans les *Pandora Papers*. Plusieurs rencontres avec des journalistes du *Washington Post*, partenaire de l'ICIJ, ont eu lieu pour rassembler les preuves. Du matériel vidéo, des photos, de nombreux témoignages et des documents papier ont été collectés auprès du Frère Miguel Ángel Gullón Pérez de *Dominicans for Justice and Peace*, partie prenante de la lutte pour le respect des droits humains en République dominicaine. Le *Washington Post* s'est emparé de l'affaire en envoyant des journalistes sur place. Deux investigations d'envergure ont été menées par le journal, dont une avec le concours d'un membre du consortium.

Hasard du calendrier?

Grâce à l'intervention du *Washington Post* et de l'ICIJ, l'ONG confessionnelle a pu démontrer que «la fortune de *Central Romana* s'est bâtie sur la criminalité et l'exploitation humaine», affirme

Laurence Blattmer, coordinatrice des opérations de l'ONG à Genève. Le Frère Miguel Ángel Gullón Pérez et Maria Magdalena Alvarez Galvez – une des victimes d'éviction forcée qui avait témoigné à l'ONU en 2018 – ont acquis depuis une notoriété à double tranchant. Car les menaces et pressions s'intensifient sur eux de la part de *Central Romana*. Même si la compagnie est quelque peu dissuadée par la médiatisation de l'affaire.

Hasard du calendrier? Une source avance que la République dominicaine désire présenter sa candidature à la prochaine élection au Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Jusque-là complice de la compagnie *Central Romana*, il lui faudra lisser sa réputation pour espérer devenir membre. En 2018, lors du plaidoyer à l'ONU, le Frère Damian Calvo Martin affirmait encore que «les évêques dominicains ne [soutenaient] pas [cette] cause, car la majorité des bâtiments ecclésiastiques [étaient] financés par l'industrie du sucre». La donne a changé depuis, assure le Frère Miguel Angel Gullon Perez. «Le nouvel évêque, M^{gr} Jesús Castro Marte, soutient pleinement cette lutte et [nous] encourage même à dénoncer toutes les injustices et violations commises par *Central Romana*. Il [nous] rend visite régulièrement et demande souvent des nouvelles de [notre] lutte pour la dignité». Une bénédiction au milieu d'un enfer «de sang, de mort et de sucre», souligne le dominicain.

CATH.CH